

Tribune socialiste

N° 378 / 11 JUILLET 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**DE
L'EXACTITUDE
EN
ANALYSE
ELECTORALE**

**La réponse qui
n'est pas venue**

Christian Guerche

**CFDT : et
maintenant**

Jacques Ferlus

**Les surexploités
de nos cités**

Honesson Tognon

**Les premiers
livres sur mai**

Rémy Grillault
Geneviève Rocard

Le renouveau de l'UNEF Jacqueline Giraud

A la lumière de la crise de mai, en prévision des nouvelles luttes à venir, quel doit être le rôle de l'U.N.E.F. : syndicat étudiant ou mouvement politique de masse ? Tel fut le thème central des Assises nationales qui se sont déroulées à Grenoble les 5, 6 et 7 juillet.

C'est à Grenoble déjà, en 1947, que l'U.N.E.F. s'est donné la Charte qui, théoriquement, définit toujours son rôle : celui d'un syndicat chargé de défendre les revendications des étudiants au même titre que les syn-

dicats ouvriers doivent défendre les revendications des travailleurs.

Or, toute l'histoire de l'U.N.E.F. montre que c'est lorsqu'elle a débordé le cadre des revendications universitaires pour déboucher sur une contestation politique, qu'elle a réussi à mobiliser massivement les étudiants. Ce fut le cas pendant la guerre d'Algérie. Ce le fut, de manière encore plus explosive, dans le cours des deux derniers mois.

C'est la leçon qu'ont voulu tirer les dirigeants de l'U.N.E.F. en orga-

nisant ces Assises nationales ouvertes aux délégués élus non seulement par les militants syndicaux mais également par tous ceux, extérieurs à l'U.N.E.F., qui ont pris une part active au mouvement de mai.

Dans le grand amphithéâtre de droit du campus universitaire grenoblois, ils étaient quelque 400 représentants de toutes les villes universitaires. Non pas réunis en un congrès appelé à prendre des décisions,

(suite page 12)

LES POINGS SUR LES I Le cri de Cassandre

Il y a des livres qu'on jette aussitôt lus. Il y a des livres qui brûlent entre les mains de celui qui les lit. Il y a des livres qu'on reçoit comme un coup de poing au creux de l'estomac, des livres qui réveillent les dormeurs. Ces livres-là sont précieux.

C'est le cas pour l'ouvrage publié par Roger Errera dans la collection Politique aux Editions du Seuil. Pour six francs, chaque citoyen français peut découvrir le champ de sa misère. Ce n'est pas une lecture réjouissante. Plutôt attristante. Souhaitons que tous ceux qui — femmes ou hommes — ont apporté leurs voix au parti gaulliste, aient le courage de découvrir ces pages. Si la honte ne les a pas submergés au bout de cinq minutes, il n'y a plus à espérer que dans la révolution violente.

« Les libertés à l'abandon » : Roger Errera crache à la figure des Français ses quatre vérités. Le « pays de Voltaire, des Droits de l'Homme et de l'Affaire Dreyfus » a toléré et tolère la censure, la torture, l'internement administratif et la télévision dirigée. L'auteur avec un sadisme froid comptabilise nos lâchetés, nos silences complices, nos yeux qui se détournent et regardent ailleurs, du côté de la ligne bleue des vacances, du confort petit-bourgeois.

Une majorité de Français acceptent tout : assassins par délégation, bourreaux par procuration. Que leur importe puisqu'ils peuvent « veauter » !

Mais du même coup, en montrant les libertés à l'abandon, l'auteur dresse le plus violent réquisitoire qu'on ait jamais prononcé contre la démocratie bourgeoise, formelle. Démocratie caricaturée à laquelle trop d'intellectuels de gauche idéalistes tentent encore de nous convertir.

Tentative à laquelle la « révolution de mai » a superbement opposé la lucidité armée de pavés. Des dizaines de milliers de citoyens savent dorénavant que cette démocratie n'est qu'un leurre, une abstraction. Une authentique démocratie ne peut pas s'enraciner dans la tourbe du capitalisme, de la société de profit. Sans démocratie économique pas de démocratie politique !

Le suffrage universel reste un trompe-l'œil, un amusement offert aux foules pour les distraire de la saine révolution contre l'ordre capitaliste.

Un bulletin de vote n'exprime pas réellement les options de l'ouvrier, du travailleur, lequel, comme l'écrivit Max Adler, un des maîtres de l'école austromarxiste, ne se prononce pas en connaissance de cause. Moins que

jamais aujourd'hui dans nos sociétés manipulées.

Je gage que mai 68 a rendu l'espoir à R. Errera.

André LAUDE

Participation : répression

Le bon patronat français n'aura attendu que quelques jours après la grève pour entreprendre l'élimination de ces trouble-fête de travailleurs qui se permettent de revendiquer.

Le mouvement a commencé dans la région lyonnaise où plusieurs dizaines de travailleurs algériens ont été expulsés pour n'avoir pas respecté une « stricte neutralité politique ». En fait ils avaient eu une action syndicale semblable à celle de tous les autres travailleurs. Certains d'entre eux ont même été accusés d'avoir participé à la fameuse nuit des barricades de Lyon, alors qu'ils dormaient à plusieurs dizaines de kilomètres de là.

Ailleurs, les faits ne manquent pas :

A l'usine de confection Newstar (Calvados) les syndicats demandent l'application des accords de Grenelle. Le patron déclare qu'en conséquence il va procéder à de nombreux licenciements. La peur gagne les ouvrières qui à la sortie de l'usine déshabillent la déléguée C.F.D.T. et la roulent dans les orties.

Chez Sommer (revêtement de sol) existait un syndicat indépendant. La C.F.D.T. a pris du poids durant les événements. La direction crée un nouveau syndicat autonome chargé de « tuer » la trop dangereuse C.F.D.T.

A l'usine Sodel (Clichy) le délégué syndical est reçu par le patron qui l'enferme dans son bureau et va chercher du renfort pour « lui faire sa fête ». Le délégué a le temps d'appeler au secours par la fenêtre. 65 licenciements.

Les licenciements vont bon train et les syndicalistes figurent en bonne place dans ces « charettes ». C'est le cas dans plusieurs entreprises de confection à Saint-Quentin. C'est le cas aussi dans l'usine d'aéronautique Leduc où sur 36 licenciés, il y a 15 délégués. Ni le comité d'entreprise, ni l'inspection du travail ne sont informés.

A la Bonneterie Cévenole (Ardèche) plusieurs licenciements sont annoncés. Les syndicats obtiennent que la commission départementale de conciliation puisse se réunir. Le préfet annule le projet, ou plus exactement le reporte à la fin du mois de juillet. Les licenciements sont prévus pour le 11 juillet.

Enfin il faut noter les élections brusquées qui vont se dérouler alors que de nombreux travailleurs seront en vacances. Ainsi chez Citroën, des élections sont prévues en juillet. Le

personnel d'entretien (1 000 travailleurs) qui a joué un grand rôle durant le conflit sera en congé.

Et ce n'est qu'un début. On est décidé à faire payer cher le mois de mai aux travailleurs. Ces répressions se produisent surtout dans les petites entreprises où les travailleurs sont moins organisés que chez Berliet ou Peugeot. Il est donc plus que nécessaire d'apporter notre soutien à ces travailleurs. □

Essence : la guerre pour deux centimes

Brutalement disparue au cours des premiers jours de mai, miraculeusement réparée après le discours du despote gouvernant, l'essence, à nouveau, menace la société sur la route des vacances. Les pompistes de plusieurs départements se sont mis en grève (malgré les injonctions de M. Pompidou : « la France au travail »).

Le différend opposant pompistes et compagnies pétrolières n'ayant pu être réglé, les détaillants ont décidé le mercredi 3 juillet de déclencher une série de grèves. Jeudi 4, en fin de matinée, les départements du Rhône (Lyon étant le point le plus chaud), de la Côte d'Or, la Marne sont les plus touchés. Ce mouvement gagne la Haute-Saône, la Haute-Marne, le Doubs, le Jura, la Haute-Garonne.

La Chambre syndicale du commerce et de la réparation de l'automobile et la Fédération nationale des détaillants en carburants et lubrifiants, organisations qui regroupent la quasi-totalité des pompistes, publient un communiqué, affirmant que les négociations sont dans l'impasse, et se trouvent dans l'impossibilité de « stopper le mouvement de fermeture des pompes ». Un dossier a été déposé à l'Hôtel Matignon et les préfets des départements touchés ont été prévenus.

Les pompistes, principalement les gérants libres, exercent leur profession dans des conditions difficiles. Depuis longtemps, ils réclament une revalorisation de leurs marges commerciales. Les récents événements ont accru les difficultés (relèvement du S.M.I.G., fermeture des pompes) et rendu plus pressantes les demandes.

Le gouvernement avait accepté, par abandon des taxes fiscales, de revaloriser de deux centimes par litre, la marge des professionnels. Depuis octobre 1967, cette marge est accordée globalement aux pompistes et aux pétroliers, qui doivent ensuite se la répartir entre eux.

Les organisations professionnelles, en guise de contre-propositions aux suggestions officielles d'une répartition dégressive de la marge (les plus défavorisés recevant l'intégralité des deux centimes), présentent une autre formule : attribution complète des deux centimes à tous les détaillants,

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Christian Guerche

Directeur adjoint

Claude Glayman

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Rédaction

81, rue Mademoiselle

Paris-15° - Tél. : 306-22-60

Administration :

54, boulevard Garibaldi

Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :

Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

les sociétés de pétrole recueillant pour elles seules le bénéfice de la prochaine augmentation de marge.

Dans un communiqué, les pétroliers déplorent que « les détaillants se cantonnent dans une intransigeance absolue en dépit des propositions d'arbitrage avancées et du fait que les nouvelles facturations accordent déjà 1,07 centime aux pompistes qui persistent à revendiquer la totalité des deux centimes de l'augmentation des marges bénéficiaires intervenue sur l'essence et le carburant. »

Quatre stations-service qui n'avaient pas respecté le mot d'ordre de grève, ont été attaquées à Lyon. Dans l'Ouest et la Sarthe, quarante-huit heures de fermeture des pompes sont prévues. Les détaillants des régions du Sud-Est et Provence-Côte d'Azur se réunissent lundi 8 juillet.

En revanche, dans la Loire, la région toulousaine, les Alpes-Maritimes, les pompistes ont repris le travail.

Jeudi soir, les Parisiens se précipitaient vers les pompes, bien qu'aucun débrayage ne soit signalé dans la capitale. La « vache à lait », mesure du temps présent, conditionne le devenir d'une société à intense consommation. Privés de nourriture, les veaux paquent ! □

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE
DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15°

Éditorial

La réponse qui n'est pas venue

Christian Guérche

Depuis quelques jours une certaine presse s'acharne à développer un thème bien précis « Les Français vont payer les conséquences de la crise ». Bien entendu pareille campagne a un sens, et fait partie de l'intoxication que nous allons plus que jamais subir.

On n'hésite pas à faire les plus étranges mélanges, le coût des manifestations (quelques dizaines de millions d'A.F.) avec les « pertes » dues aux grèves sur le plan de la production, qui se chiffrent elles par plusieurs centaines d'anciens milliards. Les 150 voitures incendiées viennent équilibrer les 200.000 voitures non produites.

Et l'on feint d'oublier que les causes du mouvement de mai, et le caractère même qu'il a pris, sont la conséquence directe de la politique économique et sociale, aussi injuste qu'erronée que le régime mène maintenant depuis dix ans.

De toute façon, l'essentiel est de faire croire que le gouvernement n'est en rien responsable des hausses de prix, et que celles-ci étaient rendues inéluctables par les accords de Grenelle, et les augmentations conquises.

Pour autant nous ne pensons pas que la version de la C.G.T. et du P.C.F. soient plus justes, le patronat et l'Etat, disent-ils, pouvaient payer.

En vérité, il y avait une sorte d'accord, né de la manière dont le problème était posé. Pour Pompidou comme pour Ségué, il n'était envisagé à aucun moment de procéder à des réformes de structure.

Pour Pompidou il s'agissait de lâcher très fort, pour gagner ensuite très vite. En accordant une enveloppe sociale forte, il s'assurait de la suite. Comme l'a dit Paul Huvelin, Président du patronat, ces jours-ci, « l'essentiel c'était d'obtenir la paix sociale ».

Pour Ségué c'était l'application d'une vieille technique cégétiste qui consiste à demander tout à la fois sans priorité, ni délais.

Si le gouvernement refuse, il est immanquablement dénoncé, comme l'adversaire déterminé des travailleurs qui refuse, c'est dans sa nature, les justes revendications des travailleurs.

Si au contraire, la pression étant plus forte, il vient à céder, alors on laisse jouer le jeu naturel d'une économie capitaliste. Comme celle-ci, sans réformes de structure, c'est-à-dire sans changements de base qui font que les mécanismes économiques jouent autrement, ne peut supporter les avantages acquis, alors quand l'inflation et le chômage apparaissent, le P.C.F. prend le relais, et la dénonciation du gouvernement redevient le thème central de la campagne.

C'est ce qu'on appelle ici et là, et plutôt ici que là « être responsable ».

En mai 1968, le schéma C.G.T. pouvait réussir. La C.G.T. devait sortir renforcée après les accords, et les élections venant quelques mois après, devaient permettre au P.C.F. de gagner l'autre partie du volet. Le mouvement par son action a déjoué quelque peu ce calcul. Le général de Gaulle à son tour en brusquant la consultation a su se redonner (avec des moyens singuliers en démocratie, mais qui lui sont habituels) l'avantage.

Il est vrai qu'une autre politique aurait pu être conçue.

Il aurait fallu :

— bloquer les prix sans la moindre concession;

— aider les entreprises par un allègement fiscal général (impôt sur les salaires ou sur la T.V.A.);

— éponger une partie du pouvoir d'achat excédentaire, en supprimant les dépenses publiques inutiles, en augmentant les impôts sur les objets de luxe comme sur les hauts revenus, en imposant avec les moyens que l'Etat a, un certain nombre d'emprunts;

— établir rapidement des plans de production par branches avec financements privilégiés pour les secteurs à développer d'urgence.

C'était dans l'ordre d'un plan immédiat tendant à assainir notre économie, avant d'entreprendre d'autres réformes et d'autres mesures, à la mesure du mouvement.

Mais c'était aussi des mesures qu'un gouvernement simplement soucieux de l'économie française se devait de prendre. Il n'en est pas ainsi et ce n'est pas un hasard.

La politique que Couve de Murville assume plus qu'il n'inspire, va chercher à éponger l'augmentation du pouvoir d'achat, par la hausse des

prix d'une part, et l'accroissement des importations de l'autre.

Dès lors le dilemme est évident :

— ou bien on tentera dans les entreprises d'obtenir des gains de productivité importants, qui ne manqueront pas de se traduire rapidement par une augmentation du chômage,

— ou bien, la production change peu, et l'on garde la main-d'œuvre mais alors la compétitivité des entreprises déjà menacée est gravement compromise et la dévaluation est inévitable.

Tels sont les véritables termes de la situation. Et on ne peut se contenter en la matière de simples vœux. Les négociateurs de Grenelle, en ignorant, ou plus exactement en feignant d'ignorer ce qui était en cause, ont pris leurs responsabilités. Il ne sert à rien d'en éluder aujourd'hui comme alors les conséquences.

En définitive le type même des négociations poursuivies à Grenelle, est bien le prototype des accords à ne pas rechercher, ou plus exactement à rechercher en les situant dans un tout autre cadre.

Certes, il était dans l'ordre des choses, nous l'avons écrit ici pendant de longs mois, que les travailleurs voient un certain nombre de revendications satisfaites. Elles l'ont été en partie et c'est tant mieux.

De même, nous savons parfaitement qu'il n'y a pas de possibilités de relance économique, et de lutte contre le chômage sans relèvement du pouvoir d'achat.

Mais cet ensemble de mesures n'était concevable que dans le cadre d'un plan intérimaire où l'on aurait résolu à la fois les problèmes de salaires, de prix, de productivité, d'investissement et d'emplois. Ajoutons qu'il aurait fallu également décider en ce qui concerne la hiérarchie des revenus, et le système fiscal.

A Grenelle on n'a parlé ni des prix ni des investissements. Et l'échelle mobile des salaires un instant brandie par la C.G.T., a été vite abandonnée.

En définitive ce qu'il y a eu de grave, c'est que les syndicats n'ont paru avoir aucune visée globale. La C.F.D.T. a certes pendant tout le temps mis en avant un certain nombre de revendications concernant la gestion de l'entreprise, et le rôle des syndicats au sein de celle-ci. Elle a, en définitive été entraînée sur une voie, qui sera il est vrai, compte tenu de ses déclarations ultérieures de moins en moins la sienne.

En définitive, les syndicats n'ignorent pas qu'ils sont à la croisée des chemins :

— ou bien leurs revendications mettent en cause l'économie dans son système, mais alors les conséquences politiques apparaissent clairement;

— ou bien ils se contentent d'arracher des concessions par palliers, mais alors ils ne peuvent pas en même temps ne pas tenir compte de la supportabilité par l'économie — telle qu'elle est structurée — de ces concessions.

Quant aux partis politiques, ils donnent trop souvent l'impression, que s'ils ont une tactique d'opposition, ils n'ont pas pour autant un système de gestion à proposer pour les affaires nationales.

Nous retrouvons ici, le problème de l'alternative socialiste tant de fois posé par nous, et qui est apparu avec éclat pendant ces dernières semaines.

On y retrouve probablement aussi la réponse à ce problème que tant de gens se posent : comment des gens qui ont fait grève, et soutenu leurs syndicats, ont pu voter gaulliste ?

Peut-être parce qu'ils attendaient, mieux qu'ils espéraient une réponse globale. □

Communiqué du Bureau National du PSU

A l'appel de l'U.N.E.F., plusieurs milliers de personnes ont engagé hier soir à la Mutualité un premier et large débat sur ce que seront les universités populaires du mois d'août. L'U.N.E.F. a annoncé que ces expériences seront concentrées dans cinq ou six facultés, dont une à Paris; elle a appelé les étudiants à cesser d'eux-mêmes l'occupation des autres locaux universitaires. Il est donc clair aux yeux de tous qu'il s'agit-là d'une initiative pacifique et d'une expérience limitée.

La réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre : dès le petit matin, les forces de police ont investi et occupé les locaux de la Faculté des Sciences à la Halle aux Vins et ceux de la Faculté des Lettres à Censier. Ainsi donc, pour le régime de l'ordre moral, il est intolérable que puisse s'engager une recherche commune aux ouvriers, aux étudiants et aux enseignants, sur les problèmes qui sont les leurs. Tous

ceux, étrangers ou français, qui traverseront Paris cet été, pourront juger sur place et contempler l'image nouvelle du gaullisme triomphant : ce sera celle de facultés désertes, gardées par des policiers.

Les forces qui se sont inscrites dans le mouvement de mai et qui entendent en tirer entre elles tous les enseignements ne peuvent laisser sans réaction ce nouvel acte de répression. Il leur appartient de se concerter pour mettre sur pied les conditions matérielles qui permettront aux universités populaires de fonctionner dans des locaux syndicaux, culturels, politiques; il leur faut réaliser les conditions matérielles qui assureront le succès de ces expériences. Ainsi à côté du pays officiel qui se veut celui du silence, se forgera dans le dialogue et la discussion à tous les niveaux l'alliance des forces de l'avenir.

Vendredi 5 juillet - 11 h



C.F.D.T.

Et maintenant

Jacques Ferlus

A lors que le grand conflit des mois de mai et juin entre dans l'histoire ; alors que les travailleurs ont pour la plupart retrouvé leur usines ; alors que malgré tout la France se met en vacances, la C.F.D.T. a fait la semaine dernière le point devant la presse. Il y avait moins de monde que « pendant les événements », on n'attendait plus de déclarations fracassantes. De fait, il n'y en eut point. Le Bureau Confédéral de la C.F.D.T. a tiré la leçon des événements et a surtout parlé de l'avenir. Les propos que nous avons entendus font plus nettement apparaître le courant novateur du mouvement syndical que veut représenter la C.F.D.T.

Vers de nouvelles orientations

Répondant par avance à quelques questions et à quelques allusions futures de la C.G.T., le président André Jeanson dira que sa confédération ne rejette aucune des analyses et des positions des dernières semaines. En effet, la C.F.D.T. partout présente par ses militants au cœur du combat, est toujours apparue comme la centrale ayant eu des prises de position claires, offensives et jamais contradictoires.

Cela dit, on ne parla pas beaucoup des événements passés mais de leurs résultats et de leurs conséquences. Eugène Descamps consacra l'essentiel de ses propos à dire dans quelle situation les travailleurs ont repris le travail. Il a surtout décrit ce qui avait changé.

Comme on s'en doute c'est dans le détail que le secrétaire général de la C.F.D.T. aborda la question des droits syndicaux dans l'entreprise. Nous avons abordé cette question dans le dernier numéro de T.S. et nous avons dit quelle avait été la part de la C.F.D.T. dans cette matière. N'y revenons pas si ce n'est pour dire que selon Eugène Descamps le droit syndical pose en fait tout le problème de la démocratie dans l'entreprise. Ce point va devenir un objectif essentiel de la C.F.D.T. qui réunira sur ce thème une conférence nationale avant la fin de l'année. Cette conférence regroupera tous les militants qui au cours des dernières semaines ont eu une action allant dans ce sens, ou qui ont tenté des expériences d'autogestion. Cette rencontre servira aussi à préparer les nouvelles orientations de la confédération, qui a l'honnêteté et le courage de se remettre fondamentalement en question après mai 68. C'est plus qu'à noter, c'est à applaudir.

Pour ce qui est de l'apport de la C.F.D.T. aux dernières conquêtes sociales, Eugène Descamps a déclaré : « La C.F.D.T. a toujours axé son action sur une conception active de la solidarité pour les plus défavorisés ». Il note avec satisfaction les résultats obtenus pour le S.M.I.G. « qui doit être aussi un minimum de civilisation et évoluer désormais comme le salaire moyen ». Des résultats encourageants aussi en ce qui concerne la durée du travail, les conventions collectives, les problèmes de l'emploi : « la réduction progressive de la durée du travail, les accords-cadres professionnels négociés effectivement au niveau des branches d'industries, ce sont là des notions C.F.D.T. désormais admises ». Et Eugène Descamps d'ajouter : « reconnaître le syndicalisme comme interlocuteur valable à tous les niveaux de négociation sérieuse, est la clé de la solution des problèmes sociaux ».

Les rendez-vous en vue

Puis le secrétaire général a parlé des futurs rendez-vous du mouvement syndical. Le premier est celui de la Sécurité sociale. Le mouvement de mai n'a pu faire abroger les ordonnances et le futur parlement va débattre de la question. La C.F.D.T. n'entend pas revenir au système qui existait avant les ordonnances. Elle constate que le système du paritarisme a eu pour conséquence un mauvais fonctionnement des caisses. Il faudrait que désormais l'administration des caisses soit confiée aux seuls salariés élus par l'ensemble des travailleurs. Il y a peu d'espoir que le nouveau parlement se montre favorable à une telle proposition.

Deuxième rendez-vous : « La révision des conventions collectives qui ne sont plus adaptées aux réalités de notre temps et qui doivent aborder les véritables problèmes des travailleurs. »

Enfin, avant le 1^{er} octobre il y a la rencontre avec le patronat pour traiter d'un accord sur les problèmes de l'emploi. « La C.F.D.T. proposera un code de garanties sociales face aux compressions d'effectifs, aux fusions, aux reconversions. Ce sera le test de la compréhension que le patronat aura (ou non) tiré des grands événements de mai. »

Des problèmes économiques à la participation

Mais nous ne serions pas à la C.F.D.T. si les conséquences économiques de la crise n'étaient pas abor-



Eugène Descamps : préparer les prochains rendez-vous.

dées. Eugène Descamps rappelle tout d'abord que « les difficultés de l'économie française ne sont pas nées au petit matin des discussions de Grenelle ». Pour la C.F.D.T. le choix est clair : « Il convient de mettre en œuvre une politique économique qui préserve le pouvoir d'achat acquis. Il faut aussi une politique industrielle garantissant le plein emploi. Les concentrations, fusions et fermetures d'entreprises doivent s'accompagner de garanties pour les travailleurs. »

D'autre part la C.F.D.T. se prononce pour « un contrôle des comités d'entreprises sur les coûts de fabrication et la politique des prix des entreprises. » Autre proposition : « La procédure des contrats de programme doit être modifiée afin que les organisations syndicales soient informées des délibérations et des décisions. »

Et Eugène Descamps aborde le grand sujet à l'ordre du jour : la participation. « Le patronat n'est pas encore sorti de ses habitudes conservatrices. La grève est à peine terminée et nous avons déjà des dizaines de faits de licenciements qui touchent en premier lieu des syndiqués. Et le gouvernement parle de participation. Participer pour un syndicat c'est pouvoir exercer sa fonction. Nous voulons des responsabilités effectives dans l'entreprise. Avant d'inventer des formes nouvelles, essayons d'utiliser celles qui existent : une entreprise sur quatre seulement est couverte par un comité d'entreprise. »

Qui dirige l'action à la C.G.T. ?

Après ces propos du secrétaire général de la C.F.D.T. l'essentiel de ce qui était à dire était dit. Mais il était pratiquement impossible de ne pas parler de la C.G.T. Interrogé sur ce point, Eugène Descamps répond : « Si la C.G.T. a des choses à nous dire ou à nous demander, elle sait où nous trouver. Mieux vaudrait en effet discuter que de constamment relancer la polémique. Le fond du problème c'est que nous voulons, à la C.F.D.T., que la direction de l'action des travailleurs se fasse seulement à partir des centrales syndicales. Nous posons la question : qui dirige l'action à la C.G.T. ? Pour travailler ensemble, il faut mettre les mêmes choses sous les mêmes mots. Avec nos camarades de la C.G.T. nous devons aller plus loin qu'une plate-forme minimale, il faut maintenant aborder les vrais problèmes. »

Il fallait aussi que la C.F.D.T. donne son point de vue sur la situation politique après les élections. André Jeanson a déclaré à ce propos : « La crise de mai a mis en lumière l'inadaptation de nos structures politiques aux mutations de la société, ainsi que l'inefficacité de la V^e République. Le jeu politique n'a pour ainsi dire pas pris en charge le conflit de mai. C'est pourquoi dans ce domaine nous avons pris des positions et des initiatives. Il est clair qu'en ce qui concerne nos rapports avec les partis politiques nous sommes pour le moment dans l'expectative. Nous attendons les conclusions des partis sur les dernières élections. »

**

Il est encore trop tôt pour dire ce que pense et ce qu'envisage la masse des travailleurs qui a provoqué le conflit de mai. Cet extraordinaire mouvement, a sa place d'organisation syndicale, la C.F.D.T. en a assumé la responsabilité, avec quelques erreurs certes, mais plutôt mieux que les autres confédérations. La grande revendication de la grève était la démocratie dans l'entreprise, les militants de la C.F.D.T. qui sont depuis longtemps les défenseurs de cette cause, l'ont mieux comprise que les autres. C'est peut-être la raison pour laquelle un grand nombre de travailleurs rallient actuellement la C.F.D.T. Ils n'attendent pas seulement du syndicat qu'il les défende, mais plutôt qu'il leur permette de se défendre.

Cette grande aspiration de la base semble bien avoir été comprise par les échelons confédéraux de la C.F.D.T. □

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »



Dans les cales du bateau « France ».

Collombert

Travailleurs immigrés

Aux portes de nos cités

Honeston Tognon

Doublement étrangers parmi nous, les travailleurs immigrés ont pourtant, eux aussi, été concernés par les événements de mai. Associés à leurs camarades français, ils ont participé aux luttes ouvrières alors qu'ils y risquaient bien souvent leur emploi. La presse a peu fait état de leur action. C'est pour réparer cette lacune que nous avons fait appel au témoignage d'un Africain travaillant en France. Son reportage effectué dans la région de Montpellier est un appel pour qu'enfin soit entendu la voix de ces « tiers hommes ».

Une visite sur les chantiers instruit profondément sur le genre de vie auquel sont acculés ceux-là qui nous donnent leur sueur, leur sang peut-être, leurs pleurs, en tout cas sûrement leur ressentiment envers une société impitoyable. Des témoignages sont nombreux.

« Nous construisons des maisons et nous ne devons pas y habiter. » Au cas même où ils le voudraient ils ne le pourraient pas, car un ouvrier ne sachant ni lire, ni écrire, livré au patron qui le paie au gré de ses humeurs ne peut se permettre de louer un appartement 200 francs par mois. Un père de famille de sept enfants ne gagne mensuellement que 475 francs, bulletin de salaire à l'appui de ses affirmations. « J'ai demandé une chambre au chef de chantier, il m'a répondu que c'était pour les gens riches » et pour cause ! Cet ouvrier qualifié au lieu d'être payé 4,55 francs l'heure ne reçoit que 3,85. Les secousses qui viennent de faire trembler les assises de la France, ils les ont ressenties durement : « nous mourrons, disait l'un d'eux après dix jours de grève, si

nous ne travaillons pas. Le patron nous loge ici près d'un chantier : une maison à étage abandonnée de 15 m sur 6 m environ, fendillée, dans laquelle on a injecté du plâtre, du ciment, ce qu'on peut pour la consolider. » Ils y sont logés à 13, au prix de 30 francs chacun. Ils n'ont pas d'eau. Alors l'un des locataires (si l'on peut leur attribuer ce nom) vexé vous lance au visage : « ce n'est pas pour des hommes. En France on dit qu'il n'y a plus d'esclaves, c'est nous qui sommes les esclaves. Si un jour vous apprenez que des travailleurs sont morts sous une maison, sachez que c'est nous. »

Humiliés et insultés

Un peu plus loin, sur un chantier inachevé, des hommes en salopettes. Portugais et Nord-Africains font bon ménage : la sur-exploitation unit les sur-exploités. Ici, ils sont privilégiés : ils ne paient pas de loyer. Mais en contre-partie, des interdits : « si tu revendiques je te fous (sic) à la porte ». « Moi j'ai une carte de résident jusqu'en 1970 ; si je parle mal, le patron me mettra dans la rue et

l'on me renverra chez moi d'où je suis parti clandestinement. » Ils occupent là des « chambres » qui seront demain des salles d'eau, des w.-c. peut-être. Ils ne veulent rien acheter car les portes de fortune en contreplaqué ne résistent pas aux chocs. Ici et là on va prendre l'eau comme à la source et on fait la lessive sur des plaques de ciment ou de marbre prises sur le chantier.

Le sublime est un peu plus loin, sur un autre chantier. On découvre entre des villas et des résidences où chaque « monsieur » ou chaque « dame » entretient jalousement son jardin, en face de buildings clinquants neufs, une baraque de 4 à 5 m sur 2 m où logent quatre bâtisseurs sur deux lits superposés ; chacun paie un loyer de 60 francs. Pas de place ; on y cuisine, on mange debout et quand il ne fait pas trop froid, on prend ses repas dehors. « On nous traite comme des cochons. » Dans cette baraque en bois il fait trop chaud l'été, trop froid l'hiver, pas de chaise, pas même de tabouret comme dans nos villages.

« Le Français nous insulte, dit que nous sommes sales et que nous jetons des débris partout. Mais si on nous attribuait des maisons décentes nous ne serions pas obligés de tout faire dans la saleté. » Dans ces taudis certains laissent leur vie : morts pour une patrie qui n'est pas la leur.

Les patrons bien intentionnés objectent tout de suite : « ils n'avaient pas tout cela quand ils étaient dans leur bled ». Même s'ils

n'avaient pas le confort chez eux, cela autorise-t-il les chefs à les sur-exploiter, à les pressurer ? On mange une banane puis on jette la peau, ainsi en est-il pour eux.

La voix des « tiers-hommes »

Ces réalités sont abruptes, cinglantes ; ces constatations sont déchirantes. Et pourtant quand on a vu, pièces à l'appui, on ne peut s'empêcher de se demander si la société française ne fabrique pas des patrons, des entrepreneurs, des promoteurs sans conscience.

Menaces du patron, exploitation éhontée au nom de l'argent, peur de l'expulsion convergent vers la réserve et le mutisme : « je suis délégué syndical, si le patron le sait il me met à la porte ».

L'opération-riz pour le Laos a soulevé des générosités il y a quelques mois, il est de bon ton de parler, dans tous les salons « du tiers monde » de la faim dans le monde. Or ce tiers monde est sous nos yeux. Qui des syndicats ou des partis politiques couvriront la voix « des hommes sans voix » pour relever le défi que leur lancent les patrons ? Qui osera lever les yeux pour voir, mieux pour essayer d'apercevoir, non plus dans une salle de conférences, dans une église, dans un temple, la réalité et l'existence de ces tiers-hommes qui peinent, triment, marquent du rouge de leur sang, les pierres de nos H.L.M., de nos villas qu'ils n'habitent jamais ?

Aubervilliers

La peur et la révolte

Ici rien n'a changé. Chaque jour les ouvrières transportent à bout de bras leur tonne de marchandises... Chaque jour les ouvriers accomplissent leur travail dans des conditions extrêmement pénibles afin d'arrondir l'escarcelle du patron. Rien n'aurait-il changé depuis le mois de mai ? Sommes-nous dans une usine du dix-neuvième siècle ? La réalité est contemporaine : nous sommes aux établissements Dougoud, usine d'alimentation à Aubervilliers, qui emploie environ deux cent cinquante travailleurs.

Chez Dougoud, il n'y a aucun syndicat pour défendre la cause ouvrière. La direction n'apprécie pas ce type d'organisation. La C.G.T. a bien tenté de placer quelques pions sur l'échiquier de cette entreprise mais elle a dû les replier, n'obtenant que de très vagues promesses démagogiques.

Impuissance motivée par deux facteurs essentiels. D'une part, les différents services sont si habilement compartimentés qu'il est impossible aux travailleurs d'avoir des contacts entre eux ; contacts qui leur feraient

prendre conscience de leur force. D'autre part, la majorité des hommes employés dans cette entreprise, est composée d'émigrants Nord-Africains, Noirs ou Ibériques. Ces hommes ont peur, liés par contrat, ils craignent le renvoi, l'exclusion définitive. Alors ils acceptent tout ; et qu'on leur reprenne de la main droite ce qu'on leur a donné de la main gauche ; la suppression des primes après avoir obtenu une majoration de salaire de 7 %, résultat de leurs deux jours de grève.

Ils ne refusent pas que le seul et unique représentant du personnel soit nommé par le patron. Ils acceptent qu'il n'y ait ni pain, ni boisson à la cantine.

Chez Dougoud, la notion de « respect humain » semble avoir été bannie du vocabulaire directorial. Il faut que la colère ouvrière la fasse revivre. Cette colère est latente, enfouie sous des années d'habitude, baillonnée par la discipline, étouffée par la puissance de l'argent.

Le grand mouvement populaire de mai n'était pas une apothéose, c'était une semence : la lutte continue. □

Analyse des résultats

De l'exactitude : le P.S.U. a-t-il progressé ?

On espérait un peu d'honnêteté. Nous avons évité tout cri triomphant. Les progrès du P.S.U. étaient évidents. Peut-être nous aussi avions-nous espéré mieux. Sans ignorer que le pire pouvait également se produire. Nous avons pris nos risques.

Au soir du premier tour nous constatons que le P.S.U. doublait ses voix, et nous nous interrogeons à la fois sur les succès enregistrés, comme sur les échecs significatifs.

Alors que la gauche dans son ensemble reculait, notre parti progressait. Pas suffisamment, mais dans des proportions non négligeables. Nous étions cependant attentifs au recul général. Et nous estimions en conséquence, devoir garder le ton. En disant cependant clairement notre sentiment sur ce recul, et sur ce qui le motivait.

Il n'était pas dans nos intentions de revenir dans « T.S. » sur ces résultats. D'autres formes de communications existent dans un parti, qui permettent d'analyser sérieusement des élections, sans que pour autant les pages du journal soient encombrées de résultats partiels et des commentaires qu'ils entraînent.

Et puis sont venus un certain nombre de commentateurs. Dont la légèreté nous a pendant un temps décontenancés.

Nous n'ignorons certes pas que Laurent Salini traduit fidèlement les injonctions de la direction de son parti. Mais au point de maquiller les chiffres dans « l'Humanité » obstinément pendant huit jours ?

Nous savions que François Furet et Albert Ossouf travaillaient vite et intelligemment pour « le Nouvel Observateur ». Nous savions également qu'ils avaient des idées politiques. Un peu changeantes il est vrai. De la grande Fédération formule Defferre, au parti révolutionnaire dont ils ont rêvé, faute de

participer à l'événement, pendant le mois de mai. Avec une constante cependant : la condamnation du P.S.U. qui a eu le tort de vivre et de progresser après leur départ. Devions-nous pour autant penser qu'ils prêcheraient chaque fois le résultat défavorable (il s'en est produit) pour nier le fait évident : la progression du P.S.U.

Nous avons constaté la hargne dont Raymond Barrillon faisait preuve dans « le Monde » depuis plusieurs mois à l'égard du P.S.U. Nous connaissions moins l'étonnant défenseur du P.C.F., qui s'est révélé pendant ces dernières semaines. Nous connaissions le remarquable analyste des résultats électoraux qu'est Raymond Barrillon. Qu'est-ce qui trouble sa vue cette fois-ci, au point de s'aveugler chaque fois qu'il commente nos chiffres, et d'en dénaturer constamment le sens ?

On nous en voudra d'être sévères. J'entends d'ici, les cris qui ne manqueront pas d'être poussés. Je sais même que beaucoup de nos lecteurs estimeront inutile cette polémique.

Permettez cependant. Qu'est-ce qui justifie cette étonnante conjonction ? Et pourquoi cette hostilité à notre égard ?

Est-ce parce que nous existons ?

Nous le regrettons pour tous ces « commentateurs avisés ». Ils ont beaucoup trop joué sur l'autorité qu'on leur accordait spontanément.

Ce n'est pas le P.S.U. qui est en cause. C'est l'exactitude de l'information. Et sur ce point nous serons intraitables. Cela fait partie des principes de dialogue au sein de la gauche sur lesquels nous ne transigerons pas.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de trouver ici l'analyse des vrais résultats du P.S.U. Ombres et lumières. Le vrai.

Christian GUERCHE

Apparition en force dans la région parisienne

Paris et la région parisienne ont vécu avec une particulière intensité les événements de mai. Aussi n'est-il pas étonnant que les variations du corps électoral y soient plus marquées, qu'ailleurs, à droite comme à gauche.

Afin de bien faire apparaître ces mouvements en ce qui concerne la gauche nous avons rassemblé l'ensemble des résultats concernant Paris et les cinq nouveaux départements de la région parisienne.

Région parisienne : nombre de voix

FORMATION	1967	1968	Différence
P.S.U.	123.287	231.297	+ 108.000
P.C.F.	1.135.096	949.918	- 185.178
F.G.D.S.	451.619	293.452	- 158.167

Le P.S.U. entre 1967 et 1968 double presque ses voix. La Fédération accuse en perdant 158.000 voix, un recul relatif beaucoup plus important

que celui du P.C.F., qui perd néanmoins 185.000 voix, notamment dans les banlieues ouvrières. Beaucoup de voix de gauche se sont réfugiées dans l'abstention.

Par rapport aux voix de gauche, le P.S.U. voit son pourcentage augmenter très sensiblement. Ainsi se traduit un nouveau rapport de forces, qui prouve qu'une partie non négligeable de l'ancien électoral communiste et de la fédération a approuvé la politique du P.S.U., pendant les événements de mai et de juin.

Pourcentage par rapport aux voix de gauche

FORMATION	1967	1968	Différence
P.S.U.	7,22 %	13,69 %	+ 8,47 %
P.C.F.	66,37 %	64,42 %	- 1,95 %
F.G.D.S.	26,41 %	19,89 %	- 6,52 %

Dans l'analyse département par département, nous notons chaque fois, le nombre des circonscriptions concernées, le nombre de candidats P.S.U. en 1967. Leur pourcentage moyen par circonscription où ils étaient présents, et leur pourcentage par rapport aux suffrages exprimés dans le département. Nous faisons de même pour 1968 afin de permettre toutes les comparaisons. Enfin nous donnons le nombre de voix du P.C.F. et de la F.G.D.S., lors des deux consultations.

Paris : 31 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	17	31	+ 14
Nombre de voix P.S.U. ...	55.339	82.000	+ 26.661
% circonscription	8,16 %	7,39 %	- 0,77 %
% départemental	4,70 %	7,39 %	+ 2,69 %
Voix P.C.F.	262.536	206.602	- 55.934
Voix F.G.D.S.	133.845	84.523	- 49.312

Nos candidats progressent partout, sauf dans trois circonscriptions, où ils retrouvaient un concurrent F.G.D.S., absent en mars 1967. Dans une circonscription le P.S.U. est en tête de la gauche au premier tour.

Essonne : 4 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	1	4	+ 3
Nombre de voix P.S.U. ...	5.803	17.024	+ 11.221
% circonscription	12 %	6,3 %	- 5,7 %
% départemental	2,1 %	6,3 %	+ 4,2 %
Voix P.C.F.	89.250	84.658	- 4.592
Voix F.G.D.S.	27.186	16.289	- 10.897

En 1967, le seul candidat que nous présentions n'avait pas de concurrent F.G.D.S. Le P.S.U. fait une apparition en force, et devient le deuxième parti de la gauche dans l'ESSONNE.

Hauts-de-Seine : 13 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	6	13	+ 7
Nombre de voix P.S.U. ...	29.021	39.418	+ 10.397
% circonscription	7,89 %	5,97 %	- 1,92 %
% départemental	4,4 %	5,97 %	+ 1,57 %
Voix P.C.F.	200.374	159.041	- 40.959
Voix F.G.D.S.	73.010	49.399	- 23.611

En 1967, deux de nos candidats n'avaient pas de concurrent F.G.D.S. Dans les nouvelles circonscriptions, le P.S.U. fait une percée réelle. A signaler le très beau progrès de Ravenel à Antony - Montrouge, qui passe de 3.230 voix en 1967, à 5.639 voix en 1968.

Seine-Saint-Denis : 9 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	3	9	+ 6
Nombre de voix P.S.U. ...	7.917	26.635	+ 18.718
% circonscription	3,7 %	5,63 %	+ 1,93 %
% départemental	1,5 %	5,63 %	+ 4,13 %
Voix P.C.F.	230.234	195.209	- 34.925
Voix F.G.D.S.	59.849	42.089	- 17.760

Dans cette banlieue dominée traditionnellement et depuis de longues décennies, la progression d'ensemble du P.S.U. est particulièrement remarquable. A Saint-Denis, le P.S.U. qui y faisait son apparition obtient 2.798 voix et 8,06 % des suffrages. A Montreuil nous passons de 1.905 voix en 1967 à 3.973 en 1968.

Val-de-Marne : 8 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	4	8	+ 4
Nombre de voix P.S.U. ...	12.198	30.830	+ 18.632
% circonscription	5,13 %	6,63 %	+ 1,50 %
% départemental	2,5 %	6,63 %	+ 4,13 %
Voix P.C.F.	171.360	146.714	- 24.646
Voix F.G.D.S.	53.557	26.682	- 26.875

Sérieux recul de la gauche dans le département. La F.G.D.S. perd plus de la moitié de ses suffrages. Le P.S.U. a progressé dans toutes les circons-

criptions où il était présent en 1967, et a fait une bonne apparition dans les nouvelles. Il devient la deuxième force de gauche du département.

Val-d'Oise : 5 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	1	5	+ 4
Nombre de voix P.S.U. ..	3.968	14.003	+ 10.035
% circonscription	6,02 %	4,96 %	- 1,06 %
% départemental	1,4 %	4,96 %	+ 3,56 %
Voix P.C.F.	93.438	82.637	- 10.801
Voix F.G.D.S.	47.332	30.449	- 16.883

Les résultats dans le Val-d'Oise sont modestes pour le P.S.U. Dans la seule circonscription où nous étions présents en 1967, nous enregistrons un net recul, 2.874 voix contre 3.968. Dans les autres circonscriptions, la percée s'avère difficile.

Yvelines : 8 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	2	8	+ 6
Nombre de voix P.S.U. ..	9.041	19.387	+ 10.346
% circonscription	12,85 %	5,8 %	- 7,05 %
% départemental	2,51 %	5,8 %	+ 3,23 %
Voix P.C.F.	87.724	75.057	- 12.667
Voix F.G.D.S.	56.840	44.021	- 12.819

La F.G.D.S. maintient mieux ses positions dans ce département. Les deux candidats P.S.U. de 1967 n'avaient pas de concurrent F.G.D.S., ils les retrouvent en 1968, ce qui explique le recul en voix et pourcentage de Michel ROCARD, qui consolide en fait, et fait progresser le P.S.U. dans sa circonscription. En effet en 1962, le candidat P.S.U. faisait 2.395 voix et 9,5 %. Michel Rocard réunit 4.371 suffrages et 12,25 % des voix. Dans le reste du département les résultats sont inégaux.

Rhône-Alpes : consolidation

Rhône-Alpes était la région dans laquelle déjà le P.S.U. avait réalisé une première percée. Etait-elle solide? Et dans quelle mesure pouvait-elle se maintenir, compte tenu de la brusquerie des élections, et des changements qui se produisaient à gauche, notamment en ce qui concerne les alliances. Les chiffres répondent et ils sont éclairants.

Isère : 7 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	4	5	+ 1
Voix P.S.U.	36.948	30.233	- 6.715
% moyen par circonscrip.	17 %	13,93 %	- 3,07 %
% départemental	11,05 %	9 %	- 2,05 %
Voix P.C.F.	80.195	71.795	- 8.400
Voix F.G.D.S.	52.817	47.039	- 5.778

En 1967, dans deux circonscriptions décisives, la F.G.D.S. est absente, à Grenoble Est comme à Grenoble Sud. Elle réapparaît dans la deuxième. Pierre Mendès France, perd en voix et en pourcentage au premier tour, après une campagne extrêmement difficile. Il maintient cependant l'essentiel de ses positions. Dans le reste du département, le P.S.U. consolide ses positions sans plus.

Au deuxième tour, Pierre Mendès-France est battu de justesse, de 132 voix par J.M. Jeanneney U.D.R. A Grenoble même il retrouve ses voix. Par contre nombre de voix communistes du premier tour dans la périphérie semblent cette fois-ci lui manquer.

Loire : 7 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	4	3	- 1
Voix P.S.U.	15.627	13.723	- 1.904
% moyen par circonscrip.	8,93 %	10,54 %	+ 1,61 %
% départemental	4,79 %	4,44 %	- 0,35 %
Voix P.C.F.	65.208	60.108	- 5.100
Voix F.G.D.S.	42.252	34.031	- 8.221

La gauche recule dans son ensemble et le P.S.U. avec sur le département.

Rhône : 10 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	4	10	+ 6
Voix P.S.U.	29.224	27.997	+ 4.773
% moyen par circonscrip.	10,47 %	5,60 %	- 4,87 %
% départemental	4,83 %	5,60 %	+ 0,77 %
Voix P.C.F.	100.777	86.600	- 14.177
Voix F.G.D.S.	82.625	59.910	- 22.715

En 1967 sur nos quatre candidats deux n'avaient pas de concurrents F.G.D.S. Cette fois-ci ils les retrouvent partout, parfois doublés compte tenu de difficultés locales de la F.G.D.S. Dans l'ensemble le P.S.U. consolide ses positions. Un mauvais résultat à Tarare, où le P.C. perd également un nombre considérable de voix. Bon résultat de la F.G.D.S. dans cette circonscription.

Savoie : 3 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	2	2	0
Voix P.S.U.	9.741	8.505	- 1.236
% moyen par circonscrip.	12,38 %	10,41 %	- 1,97 %
% départemental	7,90 %	6,90 %	- 1 %
Voix P.C.F.	27.453	24.818	- 2.635
Voix F.G.D.S.	12.262	13.173	+ 901

Un des rares départements où la F.G.D.S. progresse. Nous perdons près de 2.000 voix à Albertville, mais progressons à Chambéry où notre camarade Pocusin gagne au premier tour près de 700 voix.

Haute-Savoie : 3 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	1	2	+ 1
Voix P.S.U.	5.146	9.624	+ 4.478
% moyen par circonscrip.	8,04 %	9,26 %	+ 1,22 %
% départemental	3,33 %	6,08 %	+ 2,75 %
Voix P.C.F.	22.893	22.042	- 851
Voix F.G.D.S.	21.377	9.464	- 11.913

La gauche recule sérieusement dans le département. Le P.C. maintient ses positions. Le P.S.U. qui progresse sérieusement est loin cependant de récupérer les voix F.G.D.S.

Dans les deux autres départements de la région l'Ain et la Drôme, nos résultats sont difficiles. Dans la Drôme des difficultés particulières, liées à un accord avec la F.G.D.S. locale rejeté par le Bureau National du P.S.U., amenant l'absence de candidature P.S.U. à Valence, tandis qu'à Romans le score est très médiocre 770 voix et 1,5 %. Dans l'Ain où nous étions absents en 1967, nous obtenons dans les trois circonscriptions, 4.391 voix et un pourcentage de 3,43 % sur le département. Ce n'est qu'un début.

Ouest : comme une tache d'huile

En Bretagne, de circonscription en circonscription, le P.S.U. prend de nouvelles positions, tout en renforçant celles où il était déjà présent.

Finistère : 8 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	2	2	0
Voix P.S.U.	16.757	20.310	+ 3.553
% moyen par circonscrip.	17,45 %	20,93 %	+ 3,48 %
% départemental	4,04 %	5,13 %	+ 1,09 %
Voix P.C.F.	72.596	70.275	- 2.321
Voix F.G.D.S.	34.913	23.858	- 11.055

Au premier tour, Roger Prat à Morlaix, comme Alain Le Disloquer à Quimper, font faire des progrès sérieux au P.S.U.

Au deuxième tour, Roger Prat perd son siège à Morlaix, non sans avoir gagné 861 voix, par rapport à l'ensemble des voix de gauche du premier tour. L'électorat centriste a fait ici la décision.

Côtes-du-Nord : 5 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	3	4	+ 1
Voix P.S.U.	30.803	41.472	+ 10.669
% moyen par circonscrip.	17 %	18,17 %	+ 1,17 %
% départemental	11,19 %	15,38 %	+ 4,19 %
Voix P.C.F.	69.046	60.453	- 8.593
Voix F.G.D.S.	7.919	11.004	+ 3.085

Net recul du P.C.F. qui perd 10 % de son électorat. Progrès de la F.G.D.S. dû à la présence de deux nouveaux candidats. Le P.S.U. est en tête de la gauche dans deux circonscriptions.

Yves le Foll, est au premier tour en 1968, en net progrès par rapport à 1967 : 20.236 voix et 30,20 % contre 18.165 voix et 27,14 % en 1967, et ceci malgré la présence d'un candidat F.G.D.S. et d'un candidat Action travailliste, baroniste. Les voix de ces deux candidats lui manquent au deuxième tour pour battre le candidat U.D.R.

A Loudéac, Guy Caro dépasse les 20 % des voix avec 11.086 voix, contre 3.995 pour le candidat P.S.U. en 1967.

Ille-et-Vilaine : 6 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats	1	4	+ 3
Voix P.S.U.	11.198	12.416	+ 1.218
% moyen par circonscrip.	19,14 %	5,54 %	- 13,60 %
% départemental	3,59 %	4,04 %	+ 0,45 %
Voix P.C.F.	30.962	26.551	- 4.411
Voix F.G.D.S.	38.430	22.107	- 16.323

L'apparition à Rennes Nord d'un candidat F.G.D.S. contre Foulon fait reculer sérieusement celui-ci. Bonne implantation du P.S.U. à Fougères. Score très médiocre du P.S.U. à Vitré. La Fédération recule lourdement sauf à Rennes Sud dans la circonscription de Philiponneau.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Pendant les deux mois de mai et juin, le P.S.U. a mis toutes ses forces dans la bataille. D'abord pour soutenir l'immense mouvement social qui secouait le pays, et ouvrait de nouvelles perspectives. Ensuite tout en poursuivant ce combat, dans la bataille électorale, qui fournissait l'occasion de mener à travers le pays, et dans des conditions difficiles, une immense campagne d'explication.

Les résultats chacun les connaît. Pendant deux mois, des millions de tracts, de journaux, des milliers d'affiches et de réunions : une intense activité s'est déroulée pendant deux mois.

Elle n'est pas destinée à s'éteindre. Bien au contraire. Dès la rentrée nous allons reprendre une campagne nationale d'explication, à la mesure des responsabilités que le P.S.U. a prises en ce printemps 1968, et qu'il entend assumer dans les mois à venir.

Il est clair, chacun l'a compris, que le financement d'une pareille campagne dépasse les moyens habituels du parti.

Il est indispensable d'accomplir un immense effort en la matière.

Les charges de la campagne s'avèrent redoutablement lourdes pour nombre de nos fédérations, qui ont pourtant pu faire à cette occasion un remarquable effort d'implantation.

A période exceptionnelle, il fallait un effort exceptionnel, et les mesures exceptionnelles qu'il supposait.

C'est pourquoi le bureau national du P.S.U. a décidé de s'adresser à tous ses militants, à tous les sympathisants du parti, à tous ceux qui se sont sentis concernés par le mouvement de mai : il leur demande de répondre à l'appel qui leur est fait à l'ouverture d'une souscription nationale du P.S.U.

Que chacun verse, une journée de salaire à la souscription.

Il y va de la vie du parti. Il y va plus largement du succès du combat qui a été engagé en mai 1968.

Que chacun se sente concerné et se mobilise. Que tout le parti réponde, malgré les vacances, à l'effort demandé.

La bataille de la souscription doit être gagnée. D'avance merci.

LE BUREAU NATIONAL

Les dons doivent être adressés à : P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°. C.C.P. Paris 14 020.44 ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.

Tribune libre

Dépouiller le vieil homme

Dans le grand bouleversement de mai, notre parti s'est aussi bien comporté que bon nombre de ses militants (étudiants, enseignants, ouvriers). Sans doute peut-on toujours analyser de près, en portant des appréciations différentes, éventuellement sévères, quelques choix d'orientation, quelques aspects de polémique, quelques conséquences de politique générale ; mais il est certain qu'en son sein l'accord a été large et sérieux tant sur sa position générale que sur le style général de l'activité militante que la situation lui imposait.

C'est dans la même foulée que nous avons mené la bataille électorale : avec sans doute des résultats inégaux, limités, et pourtant finalement positifs, si l'on considère combien nous étions sans illusions quant à ces élections et, combien nous étions éloignés de tout électoralisme sans principes. Pour le P.S.U. la révolution de mai n'a pas été défaite, mais a été déviée, canalisée, et circonvenue : tout cela reparaitra.

Pour le P.S.U. (à qui la crise a fait franchir un seuil politique) se pose une question : saurons-nous être, nous-mêmes, à la hauteur de nos analyses et de nos résolutions ferventes ? Ou bien arriverons-nous à réussir ce paradoxe que la révolution de mai, que nous avons hautement reconnue et activement soutenue, nous abandonne, sans nous avoir marqué profondément et irréversiblement ?

Bien sûr, nos militants savent que la lutte politique est diverse, complexe, dense ; qu'elle connaît des rythmes différents et exige des dialectiques d'action complémentaires et de styles opposés. Pourtant, il est sûr que ce serait une grande déception, très générale, à l'extérieur comme parmi nous, si la crise passée, le parti retournait en quelque façon à ses pantoufles et se mettait à refaire tranquillement son honnête popote militante.

On nous accuserait alors d'avoir « exploité » un moment historique. Pour démentir la calomnie qui veut que nous ayons

deux « lignes » : celle des grands jours à barricades, et celle des jours ordinaires, nous ne devons en aucune façon cesser d'être responsables et nuancés.

Les batailles des rues, des entreprises, des facultés, des réunions électorales dans les quartiers et les campagnes ayant montré l'ampleur de l'intérêt, de l'attente, de l'espoir que beaucoup cristallisent désormais plus ou moins consciemment, sur les actes et le devenir du P.S.U.

Cette cristallisation se retrouve chez les jeunes, et chez les étudiants. C'est dans toute la jeunesse, étudiante, ouvrière, paysanne qu'on a pu constater la même attente ; qu'on a pu découvrir et reconnaître, pendant cette crise, le parti du socialisme dans les prochaines années. Il faut que nous sachions lui ouvrir le parti sans réserve et sans arrière-pensées, par un comportement hardi et changé. Pour cela, il nous faut donner des responsabilités sans cesse plus grandes aux jeunes et aux nouveaux adhérents.

Il importe surtout d'éviter de retrouver à la rentrée des habitudes, des compromis, des affrontements, des prudences, sans doute honorables, mais dépassés. En particulier, il nous faut reléguer sans tarder au musée de l'histoire du socialisme certaines querelles fondées sur l'habitude ou le divertissement. Pluraliste, le P.S.U. le restera et doit le rester. Les analyses doivent être confrontées. Mais le P.S.U. doit aussi devenir sans plus tarder une organisation plus homogène, plus implantée, plus structurée et mobile.

Parti politique, nous devons aussi songer à l'attitude passée de nos partenaires. Il me semble clair désormais que nous devons préserver, de quelque côté que ce soit, l'indépendance de notre représentation politique dans le pays. Il y a à la fois exigence de fond, révélée par les thèmes des uns et l'absence des autres, et nécessité de fait, issue d'un nouveau rapport des forces.

Jean PIVASSET

Le PSU et les jeunes

En Seine-Maritime comme dans d'autres départements, le vote des jeunes a fourni des indications intéressantes quant aux préférences politiques des 18-21 ans.

Pour les trois circonscriptions (Elbeuf, Rouen, Yvetot) il y a eu 326 suffrages exprimés. Le P.S.U. a obtenu 94 voix, la F.G.D.S. 91 voix, le P.C. 62, le C.P.D.M. 19, l'U.D.R. 46, les Giscardiens 14.

Ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'il convient de noter qu'il n'y avait plus de section P.S.U. dans la ville d'Elbeuf jusqu'à une date récente. Par ailleurs, à Yvetot, notre parti n'a jamais eu d'action militante. En dépit de l'enracinement des notables dans la région, de droite mais aussi de gauche, le P.S.U. s'est affirmé comme la principale force attractive pour les jeunes qui ont participé à ces élections « parallèles ». Certes, il ne s'agit pas de dire que ces 326 jeunes représentent la jeunesse française dans sa totalité. Et donc de conclure que d'ores et déjà cette jeunesse — étudiants, travailleurs nous est acquise.

Quoi qu'il en soit, les résultats témoignent du retentissement de notre action, de l'intérêt que nous suscitons. Espérons que ce capital ne sera pas dilapidé dans les mois à venir. □

Stages de formation

● Des stages de formation d'une durée de quatre jours sont organisés cet été pour les nouveaux adhérents du parti. Ils auront tous lieu dans la banlieue parisienne en deux périodes : fin juillet et début septembre. Voici les dates :

20 au 23 juillet
28 au 31 juillet
24 au 27 juillet
1^{er} au 4 septembre
5 au 8 septembre
9 au 12 septembre
13 au 16 septembre

L'essentiel de ces stages consistera en

travaux collectifs sur des thèmes choisis par les participants parmi les cinq thèmes suivants :

1 - Le mouvement de mai, pourquoi son échec ? Les stratégies et les luttes extraparlémentaires. Le P.S.U. pour quoi faire ?

2 - La résistance du système capitaliste aux luttes sociales des travailleurs et des étudiants dans une société inchangée : la récupération des avantages matériels.

— la résistance aux revendications de pouvoir.

3 - La réalité des « pouvoirs » :

— contestation,
— participation,
— autogestion.

4 - Disparités régionales et luttes sociales.

5 - Les nouvelles dimensions internationales des luttes sociales et leurs significations socialistes.

Tous les nouveaux militants désireux de s'inscrire pour un des stages doivent écrire d'urgence au Service Formation du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15°.

● Stages ouverts aux jeunes du P.S.U. et aux sympathisants de moins de 25 ans.

Date : 15 au 18 août à Saint-Brienc.

Prix approximatif : 140 francs.

Thèmes : 1) Comment s'exprime actuellement la lutte des classes en France. 2) Le P.S.U. : son existence, son rôle. 3) Actions prospectives à mener en direction des jeunes travailleurs. 4) Travail en milieu jeune : aspect méthodologique.

Méthodes de travail : 1) dossier réuni à chaque participant avant le stage. 2) Pendant le stage : travail en commission ; présentation du sujet ; discussion générale.

Pour tous renseignements, écrire : Service Jeunesse P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15°. SUF. 06-70.

Vient de paraître

● Manuel Bridier : « Mai 1968 : une révolution manquée ». Editions du P.S.U. 1 franc.

● André Barjonnet : « Mai 1968, révolution trahie ». John Didier, éditeur. 3 francs.

● « Le livre noir des journées de mai ». Edité par le S.N.E. Sup. et l'U.N.E.F. (Tome I - 100 pages.) 5 francs.

Passez vos commandes au 54, bd Garibaldi, Paris 15°. C.C.P. 5826.65.

□ Livres

Les murs (et Marcuse) ont la parole

Geneviève Rocard

Le journal mural recueilli par Julien Besançon consigne de nombreux slogans de la Révolution de mai 1968 (1), bientôt ils seront tous effacés. Dommage! ces graffiti parfois naïfs, parfois profondément sérieux avaient tous l'élan de la sincérité.

Ces messages sont d'inspiration variée, Marx, Lénine, Mao, le Che ont présidé à leur rédaction. Il semble toutefois que Marcuse (2) ait particulièrement inspiré ces écrivains anonymes oubliant pour un temps l'interdiction d'afficher au profit du précepte « il est interdit d'interdire ».

Certains rapprochements entre la pensée de Marcuse et celle des étudiants semblent intéressants. Il ne s'agit pas d'un travail sociologue; du reste cette corporation semble peu prisee des « enrégés » : un « article » du journal mural nous en avise :

Quand le dernier des sociologues aura été étranglé avec les tripes du dernier bureaucrate, aurons-nous encore des problèmes? (Sorbonne.)

« Nous nous retrouvons devant l'un des plus fâcheux aspects de la société industrielle avancée : le caractère rationnel de son irrationalité. Cette civilisation produit, elle est efficace, elle est capable d'accroître et de généraliser le confort, de faire du superflu un besoin, de rendre la destruction constructive; dans la mesure où elle transforme le monde-objet en une dimension du corps et de l'esprit humain, la notion même d'aliénation est problématique. » (Marcuse.)

Vous finirez tous par crever du confort. (Sorbonne.)

« Le nouveau conformisme c'est le comportement social influencé par la rationalité technologique. Il est nouveau parce qu'il est rationnel à un degré sans précédent. » (Marcuse.)

Désirer la réalité c'est bien, réaliser ses desseins c'est mieux. (Sorbonne.)

« Il n'y a pas d'harmonie entre les besoins individuels et les besoins sociaux, il n'y a pas d'institutions représentatives dans lesquelles les individus pourraient œuvrer pour eux-mêmes et parler pour eux-mêmes. » (Marcuse.)

Nous voulons des structures au service de l'homme et non pas l'homme au service des structures. Nous voulons le plaisir de vivre et non plus le mal de vivre. (Odéon.)

« La pensée critique doit s'efforcer de définir le caractère irrationnel de la rationalité établie et de définir les tendances qui poussent



cette rationalité à engendrer sa propre transformation. » (Marcuse.)

Soyez réalistes, demandez l'impossible. (Censier.)

« Je voudrais montrer (maintenant) que pour reconstruire le fondement matériel de la société, en ayant pour but de la pacifier, il est peut-être nécessaire de réduire le pouvoir sur le plan qualitatif, en même temps que sur le plan quantitatif, s'il s'agit de créer l'espace et le temps pour une productivité qui procéderait à partir d'incitation autodéterminée. »

Etes-vous des consommateurs ou des participants? (Odéon.)

La marchandise on la brûlera. (Sorbonne.)

« A l'opposé du concept marxien qui détermine la relation de l'homme à son travail dans la société capitaliste, l'aliénation artistique (...) est une aliénation distanciée et médiatisée. » (Marcuse.)

L'Art c'est de la merde. (Odéon.)

« Libérer l'imagination afin que lui soient données ses pleins moyens d'expression présuppose de réprimer une grande part de ce qui est présentement libre dans la société répressive. »

L'imagination prend le pouvoir. (Sciences Po.)

« Pour que les individus atteignent à une autodétermination authentique, il faut qu'ils aient un contrôle social effectif sur la production et la distribution du produit social. »

Ni robot, ni esclave. (Censier.)

« Etant donné les tendances totalitaires de la société unidimensionnelle les formes et les moyens traditionnels de protestation ont cessé d'être efficace — ils sont même peut-être devenus dangereux — parce qu'ils préservent l'illusion de la souveraineté du peuple. »

L'aboutissement de toute pensée c'est le PAVE. (Sorbonne.)

(1) *Les Murs ont la parole*, Tchou éditeur.
(2) *L'homme unidimensionnel* - Marcuse - Editions de Minuit.

□ Mai 68 : la brèche

Rémy Grillault

Si de nombreux ouvrages de relation des événements — par le texte et ou la photo — sont venus rapidement aux vitrines des libraires pour remettre en mémoire le mouvement — déjà historique et pourtant si présent encore — de mai-juin, aucun ouvrage n'était sorti, tentant réellement d'en faire une synthèse et d'en tirer une réflexion. L'ouvrage de trois sociologues (Edgar Morin, Claude Lefort et Jean-Marc Coudray) *Mai 1968 : La Brèche*, qui vient de paraître, est le premier qui répond vraiment au besoin que l'on ressentait. Une réflexion sociologique sur l'ensemble des événements auxquels nous venons d'assister ou de participer était attendue, au-delà de celle qui pouvait s'exercer au jour le jour, à mesure que le mouvement se développait, s'« inventait » spontanément. Cette réflexion d'ensemble pouvait être un survol lointain de la crise par un observateur « éminent », tentant d'étudier de « l'extérieur » un phénomène le dépassant, avec des schémas d'analyse au profit de la société qui précisément venait d'être mise en cause. Fort heureusement, l'ouvrage qui nous est proposé ici, apporte d'honnêtes (et sympathisantes!) réflexions de « l'intérieur » du mouvement.

La commune

Reprenant, en partie, ses écrits du *Monde*, Edgar Morin étudie la naissance de la *Commune étudiante* et son épanouissement imprévu. *Commune* universitaire et politique. L'Université et la politique s'unissant ou s'opposant tour à tour selon « les exigences contradictoires d'une double conscience; conscience de participer à une émancipation collective grandiose, conscience individualiste de promotion personnelle... » Tout apparaît possible. Le pire comme le meilleur. Une répression sans merci, avec mini-réformes à la clé satisfaisant la majorité des « bons étudiants » ou renversement du régime et instauration d'un Pouvoir populaire.

« Comme toute révolution profonde, (elle) anticipe sur les besoins révolutionnaires nouveaux d'une société. » Malgré les signes de dégénérescence qui peuvent la ronger, sa carence originaire (trop peu de libéralisme dans son libéralisme.) Elle voit trop et croît trop que le libéralisme est bourgeois, la *Commune étudiante* est selon E. Morin, « presque une révolution pour avoir joué en une seule toutes les révolutions rêvées et défié réellement l'ordre établi... » et « de toute façon, la *Commune étudiante* aura apporté quelque chose de nouveau que n'aurait pas apporté l'évolution. »

Dans un autre chapitre Edgar Morin étudie le passage de la *Commune étudiante* à la *Révolution sans visage* qui a conduit la machine ronronnante et si bien huilée de notre société de consommation à la paralysie totale.

« Se surprendre à errer »

C'est le *désordre nouveau* instauré à la place du désordre « rationalisé » d'hier, qu'analyse Claude Lefort. Si chacun a essayé de retrouver un certain ordre, au niveau de ses préoccupations, personne n'y est parvenu. Même les idéologues qui rêvaient de penser la révolte, « se surprennent à errer. » Rien n'a été épargné, tout est devenu vulnérable. Tous les interdits — ne serait-ce qu'un court instant, comme celui pesant sur l'action directe pour les syndicalistes — ont été levés. Tout ce qui paraissait puissant, s'effondre : l'autorité dans l'entreprise comme à la tête du pouvoir politique. « Il a suffi de quelques jours pour que se déchire le mythe de la légitimité des détenteurs du pouvoir. » L'on a acquis la certitude « que l'univers *rationnel* des bureaucraties n'a jamais cessé de tenir autrement que par la force des polices et la résignation des gouvernés. »

Le *désordre nouveau*, est né de la *brèche* ouverte par le mouvement étudiant non seulement dans l'Université mais aussi « dans les petites bureaucraties qui ont fait leur propriété de la revendication et de la lutte révolutionnaire. »

Dans la *révolution anticipée*, Jean-Marc Coudray étudie la « reconstruction nécessaire de la société » et les conditions « pour une rupture radicale avec le monde capitaliste bureaucratique », constatant « le vide politique » absolu qui a semblé apparaître dans le pays, après la chute du désordre établi. L'auteur fait des propositions pour la constitution immédiate d'un mouvement révolutionnaire.

L'ouvrage se termine fort judicieusement sur une invitation de J.-M. Coudray à participer à un « travail politico-social permanent, dont les modalités, les structures, la façon d'être sont à inventer presque entièrement », pour construire l'avant-garde révolutionnaire de la société.

A lire, n'importe où, ... sur la plage ... ou dans le métro. □

● « Premières réflexions sur les événements » par Edgar Morin, Claude Lefort et Jean-Marc Coudray.

Chez Fayard. Collection « Le monde sans frontières ». 142 pages. 10 F.

ORTF

L'Élysée tranche

Serge Dumont

Que va décider, en toute souveraineté, l'Élysée? C'est la question que l'on se pose maintenant au sujet de l'O.R.T.F. Le Chef de l'Etat s'est emparé du dossier de la radio-télé-nationale et a « consulté » à ce sujet, notamment MM. Edouard Sablier, sous-Directeur de l'Actualité télévisée jusqu'au 3 juin dernier et Roger Stéphane, producteur à l'O.R.T.F. « gaulliste de gauche ».

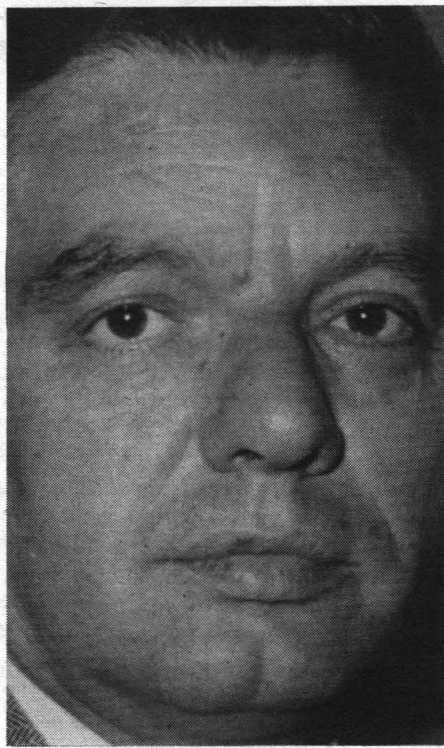
Il y a longtemps que les activités du ministère de l'Information (et en particulier la tutelle de l'O.R.T.F.) sont disputées entre l'Élysée et Matignon. D'ailleurs si des hommes comme MM. Alain Peyrefitte ou Georges Gorse ont pu marquer quelque peu le ministère de leur passage, ils furent précédés ou suivis d'exécutants fidèles — plus ou moins « durs » —, courroies de transmission... M. Guéna n'a pas été choisi pour donner une quelconque impulsion à ce ministère, ni pour chercher loyalement avec les intéressés des solutions à la crise de l'O.R.T.F.

Les nominations, la semaine dernière, à titre officiel et définitif de MM. André François jusque alors Directeur par intérim de la télévision et Roland Dhordain, chargé des fonctions de Directeur de la radio, ne vont, semble-t-il, rien changer dans le fonctionnement très ralenti (dû à l'absence de « stocks » d'émissions terminées, mais aussi au manque de cohérence des initiatives, à l'absence d'une politique des programmes à l'épuration en cours et à l'installation dans le « provisoire »...) de la maison ronde depuis la « reprise », toujours partielle, puisque tous les personnels n'ont pas repris le travail.

Des bruits courent selon lesquels l'O.R.T.F. serait moribond et laisserait la place à un service radio-télé strictement gouvernemental pendant que les hommes d'affaires (déjà sur la « touche ») se précipiteraient sur le marché pour créer la télévision publicitaire. Il y aurait ainsi une radio-télé au service du gouvernement et une autre au service de l'argent.

Sans doute, dans les journées qui viennent, diverses personnalités des lettres, des sciences, ... et des « gaullistes de gauche » vont essayer de faire valoir auprès de M. Pompidou ou plutôt du général de Gaulle, les légitimes aspirations qui se sont élevées dans le pays en faveur de l'indépendance de l'O.R.T.F.

Les défenseurs sincères de la « participation » — la secrète panacée gaullienne de la rentrée — ne vont pas manquer de marquer leur inquié-



Roland DHORDAIN
Du Club Méditerranée à la Radio

tude devant le refus gouvernemental opposé à tous ceux qui demandent davantage de participation à l'O.R.T.F. Pendant ce temps-là, les journalistes de l'Actualité télévisée continuent la grève. Ils ont perdu en chemin quelques éléments fatigués qui « savent terminer une grève ». Parmi eux, M. Léon Zitronne qui craint certainement que son éloignement des petits écrans ne compromette le succès de sa prochaine tournée de conférences en province. Une centaine de journalistes poursuivent la grève et rappellent « qu'avec le personnel de l'O.R.T.F., ils ont présenté des propositions raisonnables qui n'ont pas encore reçu un commencement de satisfaction. »

Dans l'immédiat un groupe de travail, constitué par les grévistes, termine la rédaction d'un Livre blanc dans lequel seront exposés leurs problèmes et les solutions qu'ils souhaiteraient leur apporter. □

 A voir

● HISTOIRES EXTRAORDINAIRES

Seul Fellini crée une œuvre fantastique digne de Poë. Le fantastique c'est le réel regardé par des yeux différents. Par exemple, le présent considéré par un homme d'hier ou le lendemain. Ou le passé contemplé par un homme d'aujourd'hui. Ce que Malle nous montre (ne parlons pas de Vadim) c'est le passé vu par un homme du passé. Il n'y a pas de décalage, donc pas de fantastique. Au contraire Fellini construit la vision qu'un homme d'un autre siècle a de notre civilisation, abordée à partir du milieu cinématographique. Le décor devient no man's land labyrinthique peuplé de monstres autrefois humains et où le diable a l'apparence d'une petite fille.

● THE SHOOTING

Un western métaphysique. La quête de la vérité. Une accumulation de mystères qui demeurent inexplicables jusqu'au bout. Au bout de cet itinéraire passionnant, le héros finit par s'apercevoir qu'il n'y a rien à découvrir en dehors de soi. Des images d'une beauté solaire.

 Cinéma

La Chinoise en mai

Jean-Luc Pouillaude

À la suite de l'article de notre collaborateur J.P. Fargier « Cinéma et Politique » publié dans le dernier T.S., nous donnons ici la parole à notre spécialiste Jean-Luc Pouillaude.

Souvenez-vous de *La Chinoise* où Godard nous montrait un groupuscule d'enragés en rupture de bourgeoisie, « occupant » durant les grandes vacances (celles des Universités d'été) l'appartement de parents banquiers, pour construire, à grands coups de marxisme-léninisme maoïste, une utopique révolution. Utopique? Peut-être en octobre dernier avions-nous souri devant ces révolutionnaires en chambre, ces terroristes gaffeurs et brouillons, s'empêtrant dans une phraséologie incertaine. Allons, reconnaissons que nous n'avions rien compris. Autre chose se cachait et d'autant plus voilée que plus évidente, autre chose que nous ne savions voir, *divertis*, au sens littéral du terme, le regard faussé par l'ingestion boulimique de ce cinéma de consommation dont la fonction est précisément d'assurer un *divertissement* qui détourne le spectateur de la prise de conscience des problèmes réels.

La Chinoise engage un mouvement véritable de désaliénation. Il aurait fallu savoir lire ce film, prendre d'emblée au pied de la lettre ce qui y était dit, et considérer comme exemplaire cette voix un peu étouffée et sourde, mais combien vivante, du refus et de la contestation, qui allait s'enfler et éclater jusqu'à crier sa révolte sur les barricades de mai. La révolution de Véronique et de Guillaume est devenue notre révolution. Aveugles (ou aveuglés) nous

n'avions lu qu'une fiction, qu'une dramatisation douce amère sur des petits bourgeois qui jouaient leur révolution sans la vivre, alors que la fiction était le point d'impact même du réel. *La Chinoise* est un film d'anticipation et de politique-fiction. Et je ne parle pas du caractère prophétique et hallucinatoire de *Week-End*.

Il nous faut désapprendre de vieilles habitudes et des routines tenaces pour tenter de déchiffrer les signes. Il nous faut opérer une conversion radicale du regard pour saisir la violence de ce refus permanent de toute aliénation et la puissance de cette révolte qui anime les œuvres du nouveau cinéma, des *Poings dans les poches* à *Os Fuzis*, de *Prima Della Rivoluzione à Terre en transes*, de *La Chinoise* aux *Pâtres du désordre*. Le cinéma, parce qu'il nous apprend à voir, est authentiquement et profondément révolutionnaire, et, par là, je veux dire qu'il est mise en œuvre d'un processus de dénonciation politique. S'il s'agit de dévoiler les bases truquées de l'idéologie bourgeoise, l'acte politique de démythification (de dé-mythification, pour parler comme Roland Barthes) s'enracine et prend corps dans le projet esthétique et par là se fait révolutionnaire. Alors, le cinéma n'est plus le reflet idéologique d'une société, mais le regard lucide qui inscrit dans un dessein politique toute œuvre esthétique. □

 Musique en Provence

Hors snobisme, loin du bruit et des rumeurs, trois festivals retiennent notre attention cet été

A Aix-en-Provence (1) du 22 au 27 juillet, six concerts de musique de chambre tout d'intimité et de proximité dans l'admirable cloître de la cathédrale Saint-Sauveur.

A Saint-Maximin (2) du 9 au 20 juillet dans la basilique, sous l'orgue enfin et fidèlement restauré, six concerts de musique française (de Josquin-des-Prés à Pierre Boulez).

A Forcalquier (3), au cœur de la Haute Provence, dans la cathédrale, quatre concerts de musique anglaise dont une soirée Purcell par le Deller Consort (12, 19, 27 juillet et 2 août).

La qualité des interprètes, l'extrême originalité des programmes méritent un intérêt tout particulier.

Non loin des grands festivals d'Aix et d'Avignon, vous découvrirez d'autres charmes et d'autres grandeurs. □

(1) Les petits concerts du cloître - « Plaisir Musical » 12, rue de Saporta - 13-Aix-en-Provence.

(2) Mairie de Saint-Maximin 83.

(3) Syndicat d'initiative de Forcalquier 04.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Escalier interdit
(am. - V.O.)



Sur l'Olympe

"Boom" de Losey

Jean-Paul Fargier

D'abord la Mer. Mystérieuse, menaçante, cosmique. Elle bat en vain les falaises d'une île, qui n'est pas l'île de Pâques malgré les statues géantes qui la peuplent, mais le royaume d'une femme servie par un nain sadique et protégée par une meute de chiens féroces. Son palais, certainement construit par un élève de Le Corbusier, est un chef-d'œuvre de luxe extravagant, à l'égal de ses costumes, coiffures et autres parures. Omnipotente, tyrannique, ayant droit de vie et de mort sur son domaine, elle s'imagine qu'elle vivra éternellement. La Mort a passé tant de fois à côté d'elle! Veuve six fois, de six maris, tous milliardaires. Elle occupe son temps à régner, à dicter au dictaphone ses souvenirs et soigner sa maladie.

Surgit un inconnu, l'Ange de la Mort. Tel est son surnom, depuis que chaque personne qu'il visite décède dans les heures qui suivent. Sa présence, que cherche désespérément à rejeter la potentat, fait apparaître les choses dans la lumière crue de leur réalité. Tous les instruments par lesquels cette femme exerce sa souveraineté deviennent vains, fragiles, futiles. Filmer la Mort au travail, rôle imparti au cinéma selon le mot de Cocteau, cette œuvre plus que toute autre en est la démonstration, Spectacle fascinant de cette reine au prise avec la Faucheuse. Toutes les armes se rompent contre cette cuirasse. Et les forteresses illusives s'écroulent une à une. L'impression de celui qui s'enlise irrésistiblement dans des sables mouvants. Peu à peu

elle se laisse dépouiller de ses bijoux. Elle s'abandonne aux bras de la Mort, avec de temps en temps un sursaut admirable de résistance, comme cet œil rouvert pendant un baiser d'abdication.

Fatalement vaincue elle comprend qu'il ne lui reste que deux issues capables de revêtir d'un masque de victoire sa pitoyable fin. Elle les emprunte tour à tour. D'abord, aimer son mal, désirer ardemment son bourreau. Ensuite faire de son malheur la matière première de la beauté. L'esthétisme, comme l'humour, est une réaction d'auto-défense pour les causes perdues. Aussi, la voyons-nous créer des poèmes à partir de sa déchéance pour lutter contre cette déchéance même. « Se peut-il que la patronne meure cet été, écrasée par ce vieux lion, le soleil, après avoir reçu les condoléances peu sincères des étoiles. »

Losey, ce vieil esthète, use des mêmes armes. D'où ces images sculptées dans l'azur ou arrachées aux ténèbres, cette musique parfumée comme une vapeur d'encens, toutes ces beautés raffinées qui vont jusqu'à nous cacher la profondeur du sujet tant que l'on ne s'aperçoit pas qu'elles sont le sujet même de l'œuvre. Dans une existence irrémédiablement vouée à la Mort, seule la Beauté subsiste comme consolation si dérisoire soit-elle. Et puis ceci : « Être encore vivant, quelle sensation! » La vie et le néant. Hors la vie, il n'y a que la Mer infinie, éternelle, anonyme, et terriblement belle. □

□ A lire

Pour comprendre le « mouvement de mai »

● *J. Sauvageot - A. Geismar - D. Cohn-Bendit - J.-P. Duteuil* : « La révolte étudiante » - Le Seuil, 128 p. Quatre interviews importantes, malheureusement recueillies par un interlocuteur contestable, Hervé Bourges.

● *UNEF - SNE Sup* : « Le livre noir des journées de mai » - Le Seuil, 94 p. La gangrène en France. Hallucinant et indigestible !

● *Club Jean Moulin* : « Que faire de la révolution en mai » - Le Seuil, 89 p. Cette analyse témoigne de l'« ambiguïté » de ce qui vient de se dérouler, en assimilant le « mouvement » à un réformisme. Ce qui reste aussi contestable que discuté.

● *Herbert Marcuse* : « L'Homme Unidimensionnel » - Editions de Minuit, 280 p., 19,50 F. Auteur appelé à la rescousse par les publicitaires, Marcuse n'a guère été élu par les étudiants si l'on en croit les intéressés. Pourtant cette lecture est captivante malgré un langage parfois assez compliqué.

● *Henri Lefebvre* : « La vie quotidienne dans le monde moderne » Idées/NRF, 376 p. Lefebvre a déjà souvent analysé les problèmes de la vie quotidienne. Ici, dans ce nouvel essai passionnant, il en actualise les thèmes. A emporter en vacances.

● *Nicos Poulantzas* : « Pouvoir Politique et classes sociales » F. Maspéro, 398 p., 24 F. L'auteur analyse notamment le développement des formations sociales dans le cadre du système de production capitaliste. Un important apport théorique à l'actualité.

● *Quaderni Rossi* : « Lutttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui » F. Maspéro, 244 p., 15,40 F. Les analyses concrètes et théoriques sur les problèmes ouvrier du présent telles que les donne un groupe de Turin qui a largement innové sur la France en matière de liaisons « étudiants-ouvriers ».

● *Jean Schwoebel* : « La presse, le pouvoir et l'argent » - Le Seuil, 287 p. L'information est le sujet capital que l'on sait. Schwoebel « l'inventeur » des « sociétés de rédacteur » nous donne là un livre indispensable qu'on lit avec passion. Claude Glayman en publiera prochainement une analyse détaillée.

□ A écouter

● *Georges Chelon - Sampa, etc.* Si la voix est toujours émouvante, l'orchestration s'alourdit et se vulgarise tandis que l'inspiration se dessèche dans l'intimisme exclusif. Chelon demeure un garçon sympathique, doté d'exceptionnelles qualités ; son dernier disque est cependant décevant : il tourne en rond. (*Pathé Marconi* - 45 tours.)

● *Le petit disque rouge.* Rapprocher une chanson écrite sur des maximes révolutionnaires de Mao, de la « prière des marines » qui sent son cardinal Spellman à plein nez, était il y a 3 mois une audace gratuite. Aujourd'hui il n'est pas inutile de rappeler qu'une révolution ne s'improvise pas et que la guerre du Vietnam n'a pas cessé en mai. Est-ce du domaine de la variété et de la guitare électrique ? (*Harmonia Mundi*, 45 tours.)

● *Mère Courage.* Il y eut d'abord l'opéra de Quat'sous qui donna, avant la guerre, une idée un peu folklorique du théâtre épique de Brecht. Ce furent ensuite au tout début du T.N.P. les premières représentations de Mère Courage que Gérard Philippe et Germaine Montero imposèrent progressivement comme une des œuvres

● « *Correspondance municipale* » (juin-juillet 1968) : « Vers un pouvoir local - décoloniser la province ». 65 p., 5 F (94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e). La revue de l'A.D.E.L.S. publie une synthèse des différentes prises de position émises récemment sur les problèmes du pouvoir local, en même temps que des comptes rendus des divers « colloques régionaux de Grenoble » dont les plus sceptiques devraient aujourd'hui mesurer l'intérêt.

● L'éditorial de l'excellente revue « *Projet* » porte également sur mai. 4 F. 14, rue d'Assas - Paris 6^e.

Problèmes français

● *Pierre Belleville* : « Laminage continu » - Julliard, 340 p., 20,70 F. Nos lecteurs se souviennent que dans notre numéro 368 du 18 avril dernier, nous avons publié des « bonnes feuilles » de l'ouvrage de notre camarade P. Belleville. Il faut chaleureusement en recommander la lecture, à la fois pour mieux connaître la situation de la sidérurgie et pour apprécier le ton nouveau d'une enquête « industrielle-ouvrière ».

● *Laurence Wylie* : « Un village du Vaucluse » - Gallimard, coll. « Témoins ». Minutieuse description d'un village du Midi de la France aux environs des années 1950, par l'un des grands spécialistes américains de sociologie française. On mesure à quel point les choses ont changé et n'ont pas changé. Un modèle du genre.

● *Daniel Faucher* : « L'Homme et le Rhône » - Gallimard, coll. « Géographie Humaine ». 402 p., 32 F. Œuvre d'un universitaire de très grand talent ce livre nous permet de saisir les données sociales, économiques, humaines, de l'une des plus importantes régions françaises pour l'avenir. Les touristes « socialistes » devraient y voir un guide indispensable à la visite du « Sillon ».

● *Fondation Nationale des Sciences Politiques* : « Le regroupement communal dans les agglomérations ». 221 p., 6 F. (26-27, rue Saint-Guillaume, Paris 7^e). Compte rendu d'une journée d'étude tenue en novembre 1967. Très utile et actuel. On appréciera en particulier le passage sur l'attitude des différentes formations politiques face au processus du regroupement. □

maîtresses de notre temps. C'est encore Montero qui lance à pleine voix les couplets corrosifs de Brecht sur une musique de Paul Dessau. (*Chants du Monde*, 1 × 30 cm.)

● *Les chœurs Doumka.* Le meilleur répertoire populaire ukrainien servi par la perfection classique des chœurs Doumka où les voix féminines apportent l'élément pur et jaillissant qui manque à l'excessive martialité des chœurs de l'Armée Rouge. Ajoutons une grande basse de l'Opéra de Moscou, Boris Gmiria, pour satisfaire toutes les exigences. (*Chant du Monde*, 1 × 30 cm.)

● *Jacques Debronckart.* Est-ce le voisinage géographique ? On pense irrésistiblement à Jacques Brel : un Brel moins saccadé qui ne hacherait pas ses plus grandes mélodies. Debronckart est d'abord un musicien doué et un interprète sensible mais qui n'a pas encore trouvé le style poétique émaillé d'images agressives ou éclatantes qui fait le prix des œuvres les plus véhémentes de l'auteur du « Plat Pays ». Il y a cependant dans ce disque plus d'une demi-douzaine de belles et bonnes chansons. (*BAM*, 1 × 30 cm.) □

□ Le renouveau de l'UNEF

(suite de la page 1)

mais, pour une première confrontation nationale des expériences vécues et des idées débattues depuis mai. Cinq thèmes ordonnaient la discussion : cogestion, autonomie et contestation ; luttes idéologiques et Université critique ; Université et économie ; luttes étudiantes et luttes ouvrières ; rôle de l'UNEF.

D'emblée, tant en assemblées générales qu'en travail de commissions, l'opposition fut brutale entre ceux pour qui l'UNEF doit demeurer un pur syndicat structuré comme par le passé, et ceux qui veulent la transformer pour mieux l'adapter au rôle de mouvement politique de masse qu'elle a effectivement joué durant les événements. Pour ces derniers, nettement majoritaires à Grenoble, cela signifiait jeter les bases d'une nouvelle Charte, d'une plateforme politique et de nouvelles structures plus souples que l'actuelle pyramide de corporations et d'associations générales.

En fait, freinés par l'opposition permanente du premier courant, les débats n'ont pas totalement fait le tour de ces problèmes. Ainsi les propositions de nouvelles structures demeurent-elles encore floues ; seul est affirmé ce principe qu'elles doivent être des « structures d'intervention », inspirées des situations concrètes.

Dans le même esprit, les liaisons avec les luttes ouvrières ne doivent plus se faire par les seules rencontres intersyndicales « au sommet ». Là encore, il faut tirer la leçon de mai et opérer la jonction à la base, notamment dans le cadre des comités d'action.

Mais l'acquis essentiel de Grenoble, c'est le projet de nouvelle Charte, contresigné par la grande majorité des délégués, qui fonde désormais l'UNEF sur une ligne politique ; celle de la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste. Ni pur syndicat, ni parti ou cartel d'organisations politiques, c'est une conception renouvelée de l'UNEF qui a peu à peu émergé des débats : celle d'une organisation étudiante de masse, dont les revendications, pour n'être pas corporatistes doivent être en permanence intégrées dans la contestation politique qui leur donne leur sens.

Projet pour une nouvelle charte

Ce projet est proposé à la discussion de tous les militants ayant participé aux luttes de mai, qu'ils soient ou non actuellement regroupés à l'intérieur de l'UNEF.

1. La crise de mai a ouvert de nouvelles perspectives et de nouvelles tâches pour le mouvement étudiant. Il s'agit maintenant de trouver les réponses organisation-

Ainsi, par exemple, poser le problème des débouchés n'a-t-il aucun sens politique. Ce qu'il faut poser, c'est le problème de la formation professionnelle en démystifiant les objectifs que lui assigne l'actuelle société capitaliste. De la même manière, les revendications d'autonomie et de cogestion avaient un sens politique il y a un mois, quand les étudiants occupaient les facultés et avaient donc un réel pouvoir d'intervention. Maintenant que le rapport de forces est inversé, autonomie et cogestion deviennent un moyen pour le gouvernement de mettre en œuvre la politique définie au colloque de Caen ; dès lors, elles cessent d'être des objectifs que puissent revendiquer les étudiants. Tout au plus, dans la mesure où elles existent, les commissions paritaires peuvent-elles être un moyen de contester et de bloquer les décisions gouvernementales au niveau de leur application.

Le problème posé à Grenoble n'était donc pas de redéfinir une plateforme revendicative. Celle de l'UNEF est toujours d'actualité avec le refus de la sélection, le refus des examens, la mise en question des méthodes et du contenu de l'enseignement. Il s'agissait bien davantage d'affirmer le lien de ces revendications avec une contestation politique.

Lien inévitable, dont la majorité des étudiants ont pris conscience en mai. C'est en se donnant une ligne politique claire, nettement opposée aux entreprises réformistes, que l'UNEF pourra organiser les étudiants pour mener les luttes de la rentrée. Les délégués non syndiqués et les représentants des C.A.L. l'ont dit nettement à Grenoble : ils sont prêts à entrer dans une UNEF ainsi renouvelée, et à suivre ses mots d'ordre comme ils les ont déjà suivis en mai.

Il ne faut plus maintenant qu'un Congrès extraordinaire à la rentrée pour donner officiellement à l'UNEF cette nouvelle Charte politique et ces nouvelles structures d'action dont les principes ont été définis à Grenoble et que tous les étudiants sont appelés à débattre et à approfondir pendant l'été s'ils parviennent à se réunir malgré les mesures gouvernementales. □

nelles nous permettant de mener à bien ces tâches.

2. Il est apparu au cours de ces événements que l'UNEF n'a pas agi comme un syndicat étudiant — pure réplique des syndicats ouvriers — « défendant les intérêts immédiats de tous les étudiants ». Il n'y a rien d'étonnant à cela. Les étudiants sont à la fois victimes et

auxiliaires du capitalisme et n'ont donc pas d'intérêts homogènes à défendre.

3. Nous refusons l'UNEF cartel d'organisations politiques. Elle doit être une organisation de masse intervenant d'une manière autonome.

4. L'UNEF est apparue comme le seul mouvement politique de masse à l'échelle nationale capable d'impulser et de mobiliser les étudiants sur des mots d'ordre de contestation du système capitaliste et de son appareil d'état.

5. Malgré tout à l'échelon local l'organisation des luttes étudiantes s'est faite suivant soit parallèlement, soit par dessus les structures traditionnelles et cela parce que la façon dont l'UNEF concevait elle-même son rôle comme syndicat revendicatif l'a souvent paralysée et n'a pas permis au mouvement de trouver sa pleine expression.

6. La contestation de l'université bourgeoise, terrain privilégié mais non exclusif de l'intervention de l'UNEF, est une tâche permanente de l'UNEF : lutte à tous les niveaux contre le système d'enseignement et le rôle auquel il prépare les étudiants dans la société bourgeoise. Les revendications portant sur la sélection et orientation professionnelle (orientation hâtive) n'ont de sens que si elles s'insèrent dans une contestation du système capitaliste, c'est-à-dire que si elles sont avancées non pas par un pseudo-syndicat étudiant, mais par un mouvement politique de masse. Ainsi, l'UNEF a à la fois un rôle revendicatif et contestatoire.

□ Le gouvernement contre les Universités populaires

Après la Sorbonne, les Beaux-Arts et la faculté des Sciences, à l'aube du lundi 8 juillet, les forces de police ont investi la faculté de Médecine de Paris et l'École nationale des arts décoratifs. Il en fut de même à Toulouse et à Nice, dont toutes les facultés sont fermées. Les intentions du gouvernement sont claires : il s'agit d'empêcher à tout prix que les étudiants puissent rencontrer les travailleurs dans les universités populaires, il s'agit de briser le mouvement étudiant en le privant de ses lieux de travail habituels.

Le gouvernement n'en fait pas mystère. Dès la semaine précédente, le ministre de l'Éducation nationale avait envoyé aux recteurs la circulaire que voici : « J'ai arrêté les directives suivantes : 1° les facultés devront être fermées au plus tard le 12 juillet, après contact avec les doyens compétents. La fermeture devra être complète. 2° Aucune université d'été ne peut être autorisée, ni même tolérée. » Certains recteurs n'ont pas apprécié cette décision ca-

7. L'UNEF recrute sur la base des points de programme proposés. N'ayant plus de prétention à représenter l'ensemble du milieu mais le mouvement étudiant en lutte, elle travaille en fonction de buts politiques généraux qui lui permettent d'intervenir non seulement sur le terrain universitaire mais aussi sur tous les terrains de la lutte de classe aux côtés de la classe ouvrière : il s'agit de lier les revendications portant sur la sélection et la formation professionnelle à la contestation du système capitaliste en général tel qu'il s'exprime sous ses formes particulières à l'université. La lutte anticapitaliste de l'UNEF ne se porte pas seulement sur le terrain universitaire, terrain privilégié de son intervention : l'UNEF participe aux luttes de la classe ouvrière non seulement par un soutien matériel mais également en engageant ses militants aux côtés des militants ouvriers en lutte.

8. L'UNEF a à son programme le soutien internationaliste à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste de tous les peuples opprimés, notamment à la lutte victorieuse du peuple vietnamien.

9. Pour atteindre ces objectifs, et afin d'y associer tous les étudiants et lycéens qui ont participé aux luttes de mai aux côtés des travailleurs, il faut modifier les structures de l'UNEF dans le sens d'une meilleure adaptation au mouvement et à ses tâches : suppression de la structure sclérosée en corps et AGE, et création de structures de base démocratiques souples d'intervention sur les facultés, aussi bien par année, par facultés, que par lieux de travail et d'habitation (cités universitaires).

tégorique et sans précédent. Obnubilé par son souci d'empêcher les universités d'été, le ministre a négligé le fait que les Universités abritent des laboratoires de recherches et des bibliothèques qui fonctionnent normalement pendant les vacances universitaires. Face aux réactions des recteurs, il a dû faire une petite marche arrière et admettre que « le principe d'une telle fermeture peut être général, mais les modalités d'application doivent être diversifiées. »

Les dirigeants de l'UNEF se trouvaient aux Assises de Grenoble lorsqu'ils ont appris ces décisions. Jacques Sauvageot a immédiatement déclaré : « Il serait peu réaliste de vouloir s'opposer à ces mesures par la force. Mais elles n'empêcheront pas les universités d'été et les universités populaires de se tenir. Nous devons trouver des solutions nouvelles, variables selon les villes. Nous lançons immédiatement un appel aux organisations syndicales pour qu'elles mettent à notre disposition les Bourses du Travail. » □